

taire [29 mai 1947] (p. 1803, 1804, 1805); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3376, 3377); Chap. 157 : *Centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3399); Chap. 357 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3414); Chap. 532 : *Subventions aux œuvres post-scolaires: Mouvements de jeunesse* (p. 3427, 3428); Chap. 541-1 : *Amendement de M. Giovi tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la Jeunesse* (p. 3437). = Se démet de son mandat de Député [13 novembre 1947] (p. 4992).

VILLARD (M. Jean), *Député du Rhône*,
(2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [19 janvier 1950] (p. 361); de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des pensions [23 janvier 1951] (p. 348); titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge à la Haute Cour de justice (appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

Dépôts :

Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'extrême urgence les mesures nécessaires pour que les agriculteurs n'exploitant pas de vignes perçoivent les rations de vins de la catégorie T 3, n° 1334. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel, en

faveur de certaines catégories d'agriculteurs, notamment les viticulteurs et les arboriculteurs, n° 3632. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1948 rendant applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon, à partir du 30 juin 1948, les concessions tarifaires négociées à Genève, n° 8673. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 20 juin 1947 tendant à réglementer les conditions d'entrepôt des morues vertes d'origine étrangère dans cet archipel, n° 8675. — Le 9 décembre 1949, un rapport de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération de la Commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar en date du 12 décembre 1947 demandant de rendre applicables à ce territoire les dispositions du décret du 2 septembre 1947 qui a modifié le Code métropolitain des douanes à l'exception de certaines d'entre elles, n° 8677. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi ratifiant : 1° la délibération du Conseil du Gouvernement de l'A.E.F. du 30 mai 1947 relative : a) à l'abrogation du décret du 21 septembre étendant au Gabon le régime douanier du bassin conventionnel du Congo; b) à l'abrogation du décret du 21 décembre 1941 portant suppression de la frontière douanière entre l'A.E.F. et le Cameroun; c) à la suspension de la perception du droit de douane dit de surtaxe; 2° le décret du 18 octobre 1948 approuvant une délibération du Conseil d'administration du Cameroun tendant à abroger le décret du 27 décembre 1941 qui a supprimé la frontière douanière entre l'A. E. F. et le Cameroun, n° 8679. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 janvier 1949 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 21 octobre 1948 modifiant l'article premier de la libération de ladite Assemblée en date du 20 juin 1947 fixant la réglementation des conditions d'entrepôt à Saint-Pierre des morues vertes d'origine étrangère, n° 8681.

Interventions :

Son rapport au nom du 7^e bureau sur les opérations électorales : du département du Bas-Rhin [28 novembre 1946] (p. 27) ; — du département d'Oran (2^e collège) [31 janvier 1947] (p. 116). — Pose une question à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce concernant la réorganisation des entreprises du gaz et de l'électricité [30 avril 1948] (p. 2431). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; État A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 109 : *Section technique d'agriculture tropicale* [9 juin 1948] (p. 3343, 3344). — Pose une question à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce relative au travail national ne supportant ni charges sociales ni charges fiscales qui constituent un danger permanent pour l'artisanat [2 décembre 1949] (p. 6578). = S'excuse de son absence [20 septembre 1948] (p. 6732), [17 mai 1949] (p. 2536), [21 décembre 1949] (p. 7104), [26 janvier 1950] (p. 518), [23 mai 1950] (p. 3794), [11 juillet 1950] (p. 5367), [16 mars 1951] (p. 2057). = Obtient des congés [20 septembre 1948] (p. 6732), [17 mai 1949] (p. 2536), [21 décembre 1949] (p. 7104), [26 janvier 1950] (p. 518), [23 mai 1950] (p. 3794), [11 juillet 1950] (p. 5367), [16 mars 1951] (p. 2057).

VILLON (M. Pierre), Député de l'Allier.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 34), [18 janvier 1949] (p. 35), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la Défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 351). — Est élu vice-président de la Commission de la défense nationale (J. O. du 21 décembre 1946, p. 10803). — Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'enquêter et de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 232. — Le 6 juin 1947, une proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'architecte, n° 1611. — Le 25 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Rosenblatt et et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, n° 1817. — Le 28 août 1947, une proposition de résolution tendant à désigner une Commission spéciale d'enquête parlementaire pour examiner la gestion et les comptes de la Société des Eleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier), n° 2519. — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à la désignation d'une Commission d'enquête parlementaire, n° 2761. — Le 11 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à arrêter les rappels et à démobiliser le premier contingent de la classe 47, le deuxième contingent de la classe 46 rappelés en vertu de la loi de 1928, et les 80.000 réservistes rappelés en vertu de la loi dite « tendant à la défense de la République », n° 2826. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter la durée du service militaire à 12 mois et à ne pas utiliser les soldats du contingent hors d'Europe ou du bassin méditerranéen, n° 4134. — Le 20 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre les ajournés, omis et sursitaires aux obligations de leur classe d'âge en ce qui concerne la durée du service militaire actif, n° 4274. — Le 30 juin 1948, une proposition de loi relative aux dépenses militaires de 1948, n° 4771. — Le 29 juin 1949, une proposition de résolution tendant à l'envoi au Viet-Nam d'une Commission parlementaire chargée d'enquêter sur des atrocités commises par des éléments du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient et d'établir les responsabilités, n° 7675. — Le 11 mai 1951, une proposition de loi tendant à assurer aux militaires de toutes armes, conformément aux principes d'égalité et aux droits civiques qui leur sont attribués par la